

VILLA IMMO SUR

Société universitaire et de recherche sous la forme d'une société par actions simplifiée au capital de 1.462.000 euros
siège social : 33 rue Pasteur – 84000 Avignon
En cours d'immatriculation

STATUTS CONSTITUTIFS

VILLA IMMO SUR

Société par actions simplifiée au capital de 1.462.000 euros
siège social : 33 rue Pasteur – 84000 Avignon
En cours d'immatriculation
(la « **Société** »)

Les soussignés :

- (1) **Avignon Université**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social est 74 rue Louis Pasteur - 84029 Avignon Cedex 1, représenté par son Président, Monsieur Philippe Ellerkamp, agissant en vertu d'une délibération en date du [**A compléter**] (« **Avignon Université** ») ;
- (2) **ETIC**, société par actions simplifiée au capital de 6.939.772,80 euros, ayant son siège social à Lyon (69007), HEVEA, 2 rue du Professeur Zimmermann, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 524 391 745, représentée par Madame Cécile Galoselva, dûment habilitée à l'effet des présentes, en sa qualité de Présidente (« **ETIC** ») ;
- (3) **La Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est situé au 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant au titre des présentes en son nom et pour le compte de l'Etat en application de la convention en date du 29 décembre 2017 relative au Programme Investissements d'Avenir, et

plus précisément l'action « Sociétés Universitaires et de Recherche », représentée par [**A compléter**], dûment habilité (la « CDC ») ;

IL A PREALABLEMENT ÉTÉ EXPOSE CE QUI SUIVIT :

- (A) L'État a mis à disposition d'Avignon Université un site au 33 rue Louis Pasteur à Avignon (le « **site Pasteur** ») par une convention d'utilisation conclue le 16 octobre 2012 entre l'administration chargée des domaines et l'Université d'Avignon. Cette convention prendra fin le 31 décembre 2039.
- (B) Avignon Université souhaiterait exploiter le site Pasteur ainsi qu'un site au 23, rue du 58^{ème} Régiment d'Infanterie à Avignon (le « **site 58^{ème} RI** ») dont Avignon Université est propriétaire (ensemble, les « **Sites** »). Dans ce cadre, Avignon Université a présenté sa candidature à l'appel à manifestation d'intérêt « Société Universitaire et de Recherche » lancé par la CDC le 23 mars 2018 et a été retenue. Avignon Université a ensuite sélectionné ETIC pour exploiter économiquement les Sites.
- (C) En conséquence de ce qui précède, Avignon Université, ETIC et la CDC ont décidé de constituer entre eux une société par actions simplifiée sous la forme d'une Société Universitaire et de Recherche dénommée « SAS Villa Immo SUR » (la « **Société** ») et ont adopté les statuts établis ci-après (les « **Statuts** ») et devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Article 1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, la société « SAS Villa Immo SUR » sous la forme d'une société par actions simplifiée. Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder à l'offre de titres financiers dans les conditions définies aux 2 et 3 du I et au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet social :

- de gérer et exploiter le site Pasteur (sis 33 rue Louis Pasteur) et le site du 58^{ème} RI (sis 23, rue du 58^{ème} RI) (ensemble, les « **Sites** ») au titre d'une convention d'occupation du domaine public conclue [ce jour] [**A confirmer**] entre Avignon Université et la Société (la « **COT** ») ; et
- de renforcer la cohésion territoriale en mettant à disposition d'acteurs participant au développement économique, social et culturel des espaces de travail et de rencontre situés à Avignon ; et
- plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement à cet objet.

Article 3 - Dénomination sociale

La société a pour dénomination sociale : SAS Villa Immo SUR.

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : 33 rue Louis Pasteur, 84000 Avignon.

Le siège social pourra être transféré par simple décision du Conseil Stratégique qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La durée de la société est liée à celle de la COT. En conséquence :

- la Société sera dissoute à l'échéance de la COT, à savoir le 31 décembre 2049 ;
- en cas de modification de la durée de la COT, le Président provoquera une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée ou, au contraire, dissoute par anticipation. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette délibération et cette décision.

Article 6 – Apports

Lors de la constitution de la Société, les soussignées ont fait les apports suivants :

- Avignon Université, un apport en jouissance du site 58^{ème} RI pour un montant de sept cent mille (700.000) euros pour la durée de la Société ;
- ETIC, une somme en numéraire de cinq cent douze mille (512.000) euros ; et
- la CDC, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, une somme en numéraire de deux cent cinquante mille (250.000) euros.

Les apports en numéraire sont donc d'un total de sept cent soixante-deux mille (762.000) euros, correspondant à 7620 actions de 100 euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du [A compléter] par [A compléter], dépositaire des fonds. La somme totale versée de 762.000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à 1 462 000 €, divisé en 14 620 actions de 100 € de valeur nominale chacune, de même catégorie.

En conséquence de ce qui précède, les actions souscrites et libérées en totalité sont à ce jour attribuées de la manière suivante entre les associés en proportion de leurs apports :

- Avignon Université : 47,90 %
- ETIC : 35,00 %
- CDC : 17,10 %

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur et dans les conditions visées aux présents statuts.

Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés, dans les formes et conditions à l'article 16.2 des présents Statuts.

En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions en numéraire, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi. Une décision collective des associés peut toutefois supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi et après autorisation du Conseil Stratégique. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés peuvent déléguer au Président (et/ou, le cas échéant au Directeur Général) les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

Article 9 - Libération des actions

Lors de la constitution de la Société, les actions en numéraire sont libérées entièrement lors de la souscription.

Lors d'une augmentation du capital, les actions en numéraires sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil stratégique et dans un délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs trente jours (30) au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcées prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au Président ou au Directeur Général de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 10 - Forme des actions

Les actions de la Société sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 11 - Modalités de la transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère à l'égard de celle-ci et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 15 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les actions sont librement cessibles, sous réserve du respect des restrictions au transfert prévues par tout accord extra-statutaire conclu entre des associés représentant au moins 90% du capital et des droits de vote de la Société. Sont notamment concernées toute clause d'inaliénabilité, droit de préemption ou droit de sortie conjointe. Tout transfert d'actions réalisé en violation des restrictions au transfert prévus par ce type d'accord extra-statutaire sera nul.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés sont responsables du passif social dans la limite du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

A chaque action est attaché le droit de participer, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires applicables et par les présents statuts, aux assemblées générales et au vote des résolutions. Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction du capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

Article 13 - La présidence

13.1 Représentation de la Société

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est Avignon Université.

Avignon Université, en tant que Président, est représentée par son représentant légal ou par toute autre personne nommément désignée par son représentant légal. Le représentant légal ou le représentant permanent du Président est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était Président en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire d'Avignon Université.

Le Président ne percevra pas de rémunération au titre de son mandat.

13.2 Pouvoirs

Dans les rapports avec les tiers et sous réserve des limites prévues par la loi et les statuts de la Société (notamment dans la limite des pouvoirs conférés au Conseil Stratégique et à la collectivité des associés), le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Président peut sous sa responsabilité donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soit respecté l'ensemble des stipulations des présents statuts.

Dans les rapports entre associés, et sans que cela ne soit opposable aux tiers, le Président devra obtenir l'autorisation du Conseil Stratégique dans les conditions prévues à l'article 15.2 préalablement à toute décision visée au même article.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les stipulations des statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Le Président assiste aux réunions du Conseil Stratégique, il en est membre.

Article 14 – Direction générale

Le Président peut se faire assister par un Directeur Général à qui il déléguera la gestion courante de la société (incluant le recrutement du personnel).

Il peut également être désigné mandataire social par l'Assemblée Générale si celle-ci le décide, auquel cas son éventuelle rémunération sera fixée par cette dernière.

Le Directeur Général peut consentir des délégations de pouvoirs et des délégations de signatures après en avoir informé le Président.

Article 15 – Conseil Stratégique

Au sein de la Société, un organe collégial dénommé « *Conseil Stratégique* » est institué qui assume le contrôle permanent de la gestion de la Société dans les conditions des présents Statuts tant que la Société est détenue par plusieurs associés (ci-avant et ci-après le « **Conseil Stratégique** »).

15.1 Composition et organisation

Le Conseil Stratégique comprend huit (8) membres au maximum, personnes physiques ou morales, étant précisé que le Président de la Société sera de droit membre du Conseil Stratégique.

Tout membre du Conseil Stratégique est désigné par décision collective des associés, sur proposition des associés. La durée du mandat des membres du Conseil Stratégique sera déterminée dans la décision de nomination. La fonction de membre du Conseil Stratégique n'est pas rémunérée et les frais de déplacements et de restauration des membres du Conseil Stratégique seront remboursés par la Société.

Le renouvellement, le remplacement ou la révocation de chaque membre du Conseil Stratégique est effectué selon les mêmes modalités. En cas de vacance d'un poste de membre du Conseil Stratégique, les associés feront en sorte qu'il soit immédiatement pourvu au remplacement du membre dont les fonctions ont cessé.

Le président du Conseil Stratégique (le « **Président du Conseil Stratégique** ») sera le Président de la Société.

Chaque membre disposera d'une seule voix délibérative. Les membres du Conseil stratégique pourront se faire représenter par toute personne dûment munie d'un pouvoir à cet effet.

Le Conseil Stratégique se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une (1) fois par trimestre, sur la convocation du Président du Conseil Stratégique, du Directeur Général ou d'au moins un de ses membres. La convocation est effectuée par lettre simple, télécopie ou courriel mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, au moins quinze (15) jours à l'avance, sauf en cas d'urgence justifiée et dont les motifs seraient décrits par l'auteur de la convocation dans la lettre de convocation ou si tous les membres renoncent à ce délai.

L'ordre du jour des réunions du Conseil Stratégique sera établi par le Président du Conseil Stratégique. Cependant, il sera tenu d'inscrire à l'ordre du jour tout point formellement proposé par l'un des membres du Conseil Stratégique, que la réunion soit convoquée à l'initiative du Directeur Général ou à l'initiative de l'un des membres du Conseil Stratégique.

L'auteur de la convocation est tenu de joindre à l'ordre du jour tous les documents et informations nécessaires aux membres du Conseil Stratégique pour l'accomplissement de leur mission et une prise de décision éclairée. Sauf si tous les membres du Conseil Stratégique sont présents ou représentés et sous réserve toutefois dans ce cas qu'aucun

membre du Conseil Stratégique présent ou représenté ne s'y oppose, les décisions ne peuvent porter sur un point qui n'a pas été inscrit à l'ordre du jour.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, les membres peuvent participer (en tout ou partie) à la réunion par tout moyen de communication approprié (visio conférence ou conférence téléphonique) sans que leur présence physique ne soit obligatoire, dès lors que ledit moyen de communication garantit la participation effective du ou des membres concernés. Ainsi, des réunions pourront être organisées par voie de visioconférence ou conférence téléphonique, à condition qu'au terme de ces réunions, le Président du Conseil Stratégique adresse le projet de procès-verbal ainsi que la feuille de présence par tous moyens écrits, en ce compris par transmission électronique, à chacun des membres ayant pris part à la réunion par visio conférence ou conférence téléphonique. Ces derniers retourneront une copie de ces documents au Président, dans les huit (8) jours calendaires, après les avoir signés, par tous moyens écrits, en ce compris par transmission électronique. A réception des copies signées par les membres ayant pris part à la réunion visio conférence ou conférence téléphonique, le secrétaire (ou le Président du Conseil Stratégique) établira le procès-verbal définitif.

A chaque réunion, est tenue une feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs (étant précisé par quel moyen le membre concerné a pris part à la réunion).

Les réunions sont présidées par le Président du Conseil Stratégique. En cas d'absence ou d'empêchement, le Conseil Stratégique désigne la personne appelée à présider la réunion. Un secrétaire peut être désigné.

Le Directeur Général, le cas échéant, et des personnes expertes pourront participer aux réunions du Conseil Stratégique, sans voix délibérative.

En outre, un ou plusieurs censeurs, non rémunérés et sans voix délibérative, pourront être désignés par le Conseil Stratégique statuant à l'unanimité, et révocables *ad nutum* et sans indemnité dans les mêmes conditions.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les réunions du Conseil Stratégique relatives aux comptes annuels, en application de l'article L.823-17 du Code de commerce.

Les décisions du Conseil Stratégique sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président du Conseil Stratégique et au moins un autre membre. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé par le Président du Tribunal de commerce compétent et conservé au siège social.

Le registre spécial peut être tenu et les procès-verbaux établis sous forme électronique. Dans cette hypothèse, les procès-verbaux sont datés de façon électronique par un moyen d'horodatage offrant toute garantie de preuve.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont certifiés par le Président du Conseil Stratégique ou le Directeur Général. La certification peut se faire au moyen d'une signature électronique.

Les délibérations du Conseil Stratégique pourront également être prises par la signature par tous les membres du Conseil Stratégique d'un acte unanime retranscrit dans un procès-verbal selon les modalités ci-dessus.

15.2 Pouvoirs

A titre de disposition interne et sans que cette limitation puisse être opposée aux tiers, sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent expressément à la collectivité des associés, toutes les décisions énumérées ci-dessous concernant, dans tous les cas ci-dessous, la Société ou l'une de ses Filiales devront être soumises à l'autorisation préalable du Conseil Stratégique :

- (i) nomination, renouvellement et révocation, le cas échéant, du Directeur Général ;
- (ii) toute décision relative à l'orientation stratégique de l'activité de la Société ou de l'une de ses Filiales, notamment modification de l'activité de la Société ou de l'une de ses Filiales, de leur localisation géographique, de l'objet social ou le lancement d'une nouvelle activité ;
- (iii) validation et actualisation du plan d'affaires de la Société et du budget annuel ;
- (iv) examen et proposition d'approbation des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés, d'affectation des résultats et approbation du rapport de gestion préparé par le Président ;
- (v) toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement (y compris d'actifs) (i) dont le montant individuel est supérieur à cinquante mille (50.000) euros, ou (ii) dès lors que le montant cumulé annuel est supérieur à cent mille (100.000) euros, sauf s'il a été prévu dans le plan d'affaires de la Société ou le budget annuel voté et approuvé dans les conditions prévues ci-dessous ;
- (vi) création, transformation, acquisition, cession, liquidation ou transfert de succursales, Filiales, bureaux ou autres établissements distincts ;
- (vii) toute décision susceptible de conduire à un cas d'exigibilité au titre des financements ;
- (viii) conclusion et octroi de tout prêt, avance et/ou facilités de paiements, caution, aval ou garantie consentie par ou au bénéfice de la Société ou de l'une de ses Filiales, sauf s'il a été prévu dans le plan d'affaires de la Société ou le budget annuel voté et approuvé dans les conditions prévues ci-dessous ;
- (ix) toute conclusion, modification et/ou résiliation de toute convention, directement ou indirectement, avec un Affilié, un associé, un membre du Conseil Stratégique, un mandataire social et/ou tout autre dirigeant de la Société ou de l'une de ses Filiales (en ce compris toute convention réglementée visée à l'article L.227-10 du Code de commerce) ;
- (x) toute proposition de distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes, de réserves ou de primes qui ne seraient pas conformes à la politique de distribution de dividendes telle qu'agréée par les associés le cas échéant ;
- (xi) toute proposition de modification des statuts et notamment (i) de réduction, amortissement du capital social et (ii) d'émission ou d'attribution, immédiate ou à terme, directe et/ou indirecte, de titres pouvant donner accès au capital et/ou aux droits de vote de la Société ou l'une de ses Filiales ;
- (xii) toute opération de fusion, scission et apport partiel d'actif ou toute autre réorganisation, cession totale ou partielle de fonds de commerce ou mise en

location gérance ou transformation en une société d'une autre forme, relative à la Société ou l'une de ses Filiales ;

- (xiii) prorogation, dissolution amiable de la Société ou l'une de ses Filiales, nomination du liquidateur, liquidation et approbation des comptes annuels en cas de liquidation, désignation de tout mandataire judiciaire (dont notamment tout mandataire ad hoc et/ou tout conciliateur) ou toute autre procédure mentionnée dans le livre VI du Code de commerce ;

S'agissant de décisions concernant un contrat conclu entre la Société ou l'une de ses Filiales et un associé (ou l'un de ses Affiliés) ou de toute décision concernant directement ou indirectement un associé (ou l'un de ses Affiliés), le(s) membre(s) du Conseil Stratégique ayant été désigné sur proposition de l'associé concerné, ne prendra(/ont) pas part au vote de la décision concernée ; étant précisé que leur participation sera cependant prise en compte pour les besoins du calcul du quorum.

« **Filiale** » : désigne une entité contrôlée par la Société au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Le Président (et/ou le Directeur Général, le cas échéant) ne pourra prendre les décisions ou actions visées ci-dessus sans avoir obtenu l'autorisation préalable du Conseil Stratégique. Les autres décisions, dans la mesure où elles ne relèvent pas de la compétence de la collectivité des associés, sont de la compétence du Président et/ou du Directeur Général, le cas échéant.

Par ailleurs, une décision relevant de la compétence du Conseil Stratégique qui n'aurait pas été préalablement autorisée par celui-ci ne pourra être soumise à la collectivité des associés.

15.3 Quorum et majorité

Le Conseil Stratégique ne délibère valablement que si trois (3) au moins des membres nommés par deux associés distincts sont présents et représentés sur première convocation et sans quorum sur deuxième convocation du Conseil Stratégique appelé à statuer sur un ordre du jour identique ; étant précisé que, sauf en cas d'urgence justifiée et dont les motifs seraient décrits par l'auteur de la convocation dans la lettre de convocation ou accord unanime de l'ensemble des membres du Conseil Stratégique, une nouvelle réunion ne pourra être convoquée avant un délai de quinze (15) jours.

Les décisions du Conseil Stratégique listées à l'article 15.2 devront être adoptées à la majorité des deux tiers des voix exprimées par ses membres présents et représentés. Les autres décisions du Conseil Stratégique prises, le cas échéant, en dehors de la liste ci-dessus devront être adoptées à la majorité simple des voix exprimées par les membres présents et représentés.

Les voix exprimées ne comprennent pas celles des membres s'étant abstenus. Ainsi, l'abstention d'un ou plusieurs membres n'empêchera pas l'adoption des décisions du Conseil Stratégique, y compris celles listées à l'article 15.2 (sous réserve que les membres présents ou représentés, autres que ceux qui se sont abstenus, adoptent lesdites décisions à la majorité des deux tiers).

Article 16 - Décisions collectives des associés

16.1 Formes des délibérations

Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par visioconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent également s'exprimer dans un acte sous signature privée ou notarié signé par tous les associés.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, télécopie, courriel et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les associés se réunissent sur convocation du Président, au siège social de la Société ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

Les associés et le cas échéant le Commissaire aux Comptes sont convoqués par tous moyens (notamment courrier simple ou recommandé, télécopie, courrier électronique) huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ou verbalement et sans délai si tous les associés et le cas échéant le Commissaire aux Comptes sont présents ou représentés.

L'ordre du jour précisé dans la convocation est impératif mais toute autre question peut être soumise à l'assemblée à la demande d'associés représentant la majorité des voix attachées à la totalité des actions composant le capital de la Société.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

Le président de séance ou l'assemblée peuvent, s'ils le jugent utile, constituer un bureau de l'assemblée composé d'un secrétaire désigné par le président de séance parmi les associés ou en dehors d'eux et/ou de deux scrutateurs qui sont les associés présents représentant le plus grand nombre de voix.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de pouvoirs. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. Les pouvoirs ne mentionnant pas le nom du mandataire sont réputés être donnés au Président.

Les associés peuvent voter par correspondance, par l'envoi à la Société, préalablement à la tenue de l'assemblée d'un formulaire établi à cet effet par la Société et communiqué à l'associé, sur sa demande.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

16.2 Nature des décisions – Quorum et majorité

(i) Il est expressément convenu que les décisions collectives suivantes devront être adoptées avec le vote favorable de la majorité simple des associés présents et représentés ; étant précisé que toute abstention ne sera pas considérée comme valant vote favorable :

- désignation, renouvellement et révocation des membres du Conseil Stratégique ;

- prorogation, dissolution de la Société, nomination du liquidateur, liquidation et approbation des comptes annuels en cas de liquidation, désignation de tout mandataire judiciaire (dont notamment tout mandataire *ad hoc* et/ou tout conciliateur) ;
 - approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
 - tout changement significatif de méthodes et pratiques comptables ;
 - nomination et révocation des commissaires aux comptes ;
 - distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes, de réserves ou de primes ;
 - toute modification des statuts et notamment : augmentation, réduction, amortissement du capital social ; toute émission ou attribution, immédiate ou à terme, directe et/ou indirecte, de titres pouvant donner accès au capital et/ou aux droits de vote de la Société ou de ses Filiales ;
 - fusion, scission, apport partiel d'actif, transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
 - approbation de toute convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce ; et
 - toutes autres décisions réservées aux associés au titre des dispositions légales ou statutaires.
- (ii) Nonobstant ce qui précède, le vote favorable de l'unanimité des associés est requis lorsque l'exige la loi, notamment en application de l'article L.227-19 alinéa 1 du Code de commerce ou pour toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés.
- (iii) Les associés ne délibèrent valablement que si chaque associé représentant individuellement au moins 10 % du capital et des droits de vote de la Société est présent ou représenté sur première convocation et sans quorum sur deuxième convocation sur un ordre du jour identique, étant précisé que, sauf en cas d'urgence justifiée et dont les motifs seraient décrits par l'initiateur de la convocation dans la lettre de convocation, une nouvelle réunion ne pourra être convoquée avant un délai de quinze (15) jours.

Article 17 - Commissaire aux comptes

Lorsqu'il en est fait obligation par la loi et les règlements en vigueur, les associés sont tenus de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes, exerçant leur mission de contrôle de la Société conformément à la loi et aux articles L.823-1 et suivants du Code de commerce.

En cours de vie sociale, le ou les commissaires aux comptes seront nommés par la collectivité des associés.

Lorsqu'il en est fait obligation par la loi et les règlements en vigueur, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.

Article 18 - Conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés

Sans préjudice de l'autorisation préalable du Conseil Stratégique prévue par l'article 15.2 ci-dessus, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société, son Président, le Directeur Général, les membres du Conseil Stratégique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%) ou, s'il s'agit d'une société associée (disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10%)), la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un (1) mois à compter du jour de leur conclusion.

Le Commissaire aux Comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, selon les modalités prévues par les statuts.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport ni à une approbation par la collectivité des associés.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 20 - Affectation du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, étant précisé que ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social, mais reprend son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 21 - Comité social et économique

Si un comité social et économique est institué, les délégués de ce comité exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président de la Société.

Article 22 - Dissolution – Liquidation

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la Société par décision collective des associés. La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions légales. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions

Article 23 - Contestation - Clause d'attribution de juridiction

Tous les différends ou litiges qui pourraient survenir relativement à l'interprétation, la validité ou l'exécution des présentes sera de la compétence exclusive des Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Nîmes.

Article 24 - Nomination du premier commissaire aux comptes

Est nommé, pour une durée de six (6) exercices, expirant à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2027, en qualité de commissaire aux comptes titulaire :

- **[A compléter]**

Lequel a d'ores et déjà accepté lesdites fonctions dans le cas où elles leur seraient confiées.

Article 25 - Engagements pour le compte de la Société en formation

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant, le cas échéant, pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition

des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq (5) ans.

Tous pouvoirs sont donnés au Président, avec faculté de substitution, pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- procéder également au dépôt de la déclaration sur les bénéficiaires effectifs prévue par les articles L.561-46 et suivants du Code monétaire et financier.

Article 26 – Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités de publicité, de dépôt et toute autre formalité requise pour l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Article 27 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la Société aux comptes de frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Fait à

Le

En [six (6)] [A confirmer] exemplaires originaux

Avignon Université

Représentée par son Président,
Philippe Ellerkamp

ETIC

Représentée par sa Présidente,
Cécile Galoselva

La Caisse des dépôts et consignations

Représentée par

[A compléter]

ANNEXES
Etat des actes accomplis et à accomplir

ACTES ACCOMPLIS

Dépôt d'une somme de sept cent soixante-deux mille (762.000) euros auprès de la Banque XXXX, faisant partie du capital social, suivant certificat établi par le dépositaire des fonds ;

ACTES À ACCOMPLIR

Païement des frais, droits, honoraires, débours et T.V.A. relatifs à la constitution de la Société ;

Toutes opérations entrant dans le cadre de l'objet social ou susceptibles de faciliter le lancement de la Société.